

Carrefour teste des « personal shoppers » dans ses magasins

DISTRIBUTION

Le distributeur lance OK Market à Paris et à Lyon, un service d'acheteurs personnels qui permet au client de personnaliser la commande en ligne.

Philippe Bertrand
@BertraPhilippe

C'est le rêve de tout consommateur : que ses courses du quotidien soient faites par quelqu'un d'autre. Carrefour l'exauce avec OK Market. Il s'agit d'une application qui donne accès aux 20.000 références de produits des hypermarchés de l'enseigne, ainsi qu'à un acheteur personnel (« personal shopper »).

La commande n'est pas préparée dans un entrepôt dédié à l'e-commerce comme Carrefour en exploite plusieurs, ou comme les robots Ocado le font pour Casino et Monoprix. Elle est effectuée dans un magasin par une vraie personne. Carrefour tente ainsi d'éviter de se faire « désintermédié » par les applications du type Uber Eats (avec lequel il travaille), Deliveroo ou Everli.

La technique de « picking » en magasin n'est pas nouvelle en soi.

Les réseaux d'indépendants comme Système U ou Intermarché, qui ne disposent pas d'entrepôts spécialisés dans le e-commerce, l'utilisent pour les commandes de leurs drives.

Chat ou téléphone

Carrefour va plus loin. Le client entre en contact avec l'acheteur OK Market (pour l'heure, un employé Stuart ou Cogepart) qui prend en compte les spécificités de sa commande : un melon mûr pour le soir même, une baguette bien cuite, un camembert coulant, etc. Il a aussi accès à la boucherie et à la poissonnerie de l'hypermarché.

Comme lorsqu'il attend son Uber, le client suit sur son smartphone le parcours de son « shopper » dans les rayons, et peut lui demander à tout moment un complément, via un chat ou le téléphone. A l'inverse, l'acheteur appelle en cas de produit manquant et, quoi qu'il arrive, à la fin de la préparation de la commande, pour demander si le client n'a rien oublié.

OK Market fonctionne depuis lundi dans les hypermarchés de Paris Auteuil, dans les Carrefour Market de la rue de Sévres et du boulevard Saint-Marcel, toujours dans la capitale, ainsi qu'à Lyon Part-Dieu. Il sera étendu progressivement.

Pour séduire la clientèle, les développements à venir du service mar-

queront une vraie différence. « Le service sera ensuite ouvert à d'autres commerces, en fonctionnant comme une marketplace, permettant d'accéder à toutes les enseignes ou commerces partenaires », explique aux Echos « Elodie Perthuisot, directrice exécutive e-commerce du groupe. L'acheteur d'OK Market pourra ainsi passer par la pharmacie, le caviste ou le fleuriste.

Le service est en test, mais a toutes les chances de passer ce stade. En effet, Carrefour l'exploite déjà dans trois pays : la Belgique, dans 9 magasins et 4 villes sous le nom de « Ship-To », en Argentine et en Roumanie sous le nom de « Bringo ». L'initiative est d'abord roumaine, et c'est la première fois que le groupe dirigé par Alexandre Bompard étend un nouveau service de cette filiale, jusqu'alors plutôt discrète dans les présentations.

Le jour même

En Roumanie, l'application Bringo est connectée à plus de 2.500 magasins : les supermarchés Carrefour dans 38 villes, mais aussi plus de 350 pharmacies, des fleuristes, des cavistes ou des magasins de jouets. La livraison en 30 minutes a été lancée ces derniers mois. Bringo réalise 10 % des ventes de Carrefour Roumanie et 46 % des ventes de l'e-commerce alimentaire du pays. Pour l'heure en France, OK Market

propose une livraison trois heures après la validation de la commande. Le dernier créneau pour être servi le jour même est à 17 heures. La livraison est payante, à 6,90 euros. La livraison express sera proposée dans quelques mois. « Ce nouveau service allie le meilleur du digital et du commerce physique, afin d'offrir une expérience unique à nos clients pour leurs courses hebdomadaires », affirme Elodie Perthuisot, qui estime que « l'e-commerce alimentaire accélère son rythme ». « La livraison le jour même devient la norme », dit-elle. ■

« Le service sera ensuite ouvert à d'autres commerces, permettant d'accéder à toutes les enseignes ou commerces partenaires. »

ÉLODIE PERTHUISOT
Directrice exécutive e-commerce de Carrefour.



L'application OK Market donne accès aux 20.000 références de produits de l'enseigne, ainsi qu'à un acheteur personnel.

annonces judiciaires & légales

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité
PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE
Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE
relative à la demande d'autorisation de recherche de gîte géothermique à basse température présentée par la société Daikia

Le public est informé qu'en application de l'arrêté préfectoral n°2021-134 du 21 septembre 2021, il sera procédé, du lundi 11 octobre 2021 à 9h au vendredi 12 novembre 2021 à 17h inclus, soit pendant une durée de 33 jours consécutifs, à une enquête publique relative à la demande présentée par la société Daikia afin d'obtenir une autorisation de recherche de gîte géothermique à basse température.

Le périmètre de recherche concerne les communes de Nanterre, Suresnes, Clichy-la-Garenne, Puteaux, Courbevoie, Neuilly-sur-Seine, Bois-Colombes, Colombes, La Garenne-Colombes, Asnières-sur-Seine, Levallois-Perret et Paris (XVII^{ème} arrondissement).

Par décision rendue le 8 septembre 2021, madame la présidente du tribunal administratif de Cergy-Pontoise a désigné monsieur Gérard Bonnevie, ingénieur général de l'armement en retraite, comme commissaire-enquêteur.

Il se tiendra à la disposition du public avec le dossier d'enquête publique et le registre d'enquête permettant à chacun de consigner ses éventuelles observations et propositions, lors des cinq périodes qu'il assurera aux dates et heures suivantes dans les mairies suivantes :

- À la mairie de Puteaux - service urbanisme - bureau 108 - 131 rue de la République :
• lundi 11 octobre 2021, de 9h à 12h ;
• samedi 30 octobre 2021, de 9h à 12h ;
• mercredi 10 novembre 2021, de 14h30 à 17h30.

- À la mairie de Courbevoie - 2 place de l'Hôtel de ville :
• lundi 18 octobre 2021, de 13h30 à 17h30 ;
• le jeudi 4 novembre 2021, de 16h30 à 19h30.

De plus, le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public lors de permanences téléphoniques de vingt minutes, à réserver par le biais du site dédié à l'enquête publique <http://dalikia-puteaux-courbevoie.enquêtepublique.net>, dans les créneaux indiqués ci-dessous :

• lundi 25 octobre 2021, de 14h30 à 17h30 ;
• mercredi 27 octobre 2021, de 9h à 12h.

Le siège de l'enquête publique est fixé en mairie de Puteaux - service urbanisme - bureau 108 - 131 rue de la République. Le public pourra envoyer à cette adresse ses observations et propositions par voie postale à l'attention du commissaire-enquêteur.

Mairie de Clichy-la-Garenne - direction générale des services techniques - 51 rue Pierre :

• du lundi au vendredi de 8h à 17h.

Mairie de Puteaux - service urbanisme - bureau 108 - 131 rue de la République :

• du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30 ;
• le samedi de 9h à 12h.

Mairie de Courbevoie - hall d'accueil - 2 place de l'Hôtel de ville :

• les lundi, mardi, mercredi et vendredi de 8h30 à 17h30 ;
• le jeudi de 8h30 à 19h30 ;
• le samedi de 9h00 à 12h00.

Mairie de Neuilly-sur-Seine - service développement durable - 3 boulevard Mermoz :

• du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30 ;
• le samedi de 8h30 à 12h.

Mairie de Bois-Colombes - guichet accueil unique - 15 rue Charles Duflos :

• du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 ;
• le samedi de 8h30 à 12h.

Mairie de Colombes - place de la République :

• du lundi de 10h30 à 17h30 ;
• du mardi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 ;
• le samedi de 9h à 12h.

Mairie de La Garenne-Colombes - accueil de la mairie - 68 boulevard de la République :

• du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 ;
• le samedi de 8h45 à 12h.

Mairie d'Asnières-sur-Seine - accueil de l'Hôtel de Ville - 1 place de l'Hôtel de ville :

• du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h30 ;
• le samedi de 8h45 à 12h.

Mairie de Levallois-Perret - direction de l'urbanisme et de l'aménagement - 4^{ème} étage - 66 bis rue du Président Wilson :

• du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h00.

Mairie du XVI^{ème} arrondissement de Paris - service des affaires générales - bureau 209 - 71 avenue Henri Martin :

• du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

<https://www.prefectures-region.gouv.fr/ile-de-france/documents-publications>

Le dossier sera en outre consultable sur un poste informatique situé dans les locaux des mairies précitées.

A l'expiration du délai d'enquête publique, les registres seront mis à disposition du commissaire-enquêteur et clos par lui.

Dans le délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations consignées ou annexées aux registres. Le rapport comportera le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, défavorables avec réserves ou défavorables au projet soumis à l'enquête publique.

Il transmettra ensuite au préfet des Hauts-de-Seine le dossier d'enquête avec son rapport et ses conclusions motivées dans le délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête. Le commissaire-enquêteur transmettra simultanément une copie de son rapport et de ses conclusions à la présidente du tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Dès réception en préfecture des Hauts-de-Seine, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront transmis aux maires des communes précitées pour y être tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Ces documents le seront aussi au bureau de l'environnement de la préfecture des Hauts-de-Seine et seront en outre consultables sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine ainsi que sur celui de la préfecture de la région Île-de-France, préfecture de Paris pendant un an.

Le présent avis d'enquête publique sera publié, par les soins du préfet des Hauts-de-Seine et en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements concernés par l'enquête publique.

Dans les mêmes conditions, cet avis sera publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine ainsi que sur celui de la préfecture de la région Île-de-France, préfecture de Paris.

Le même avis sera publié par voie d'affichage sur les communes précitées, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée. Dans les mêmes conditions, le demandeur procédera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation des travaux.

La demande déposée donnera lieu à une décision d'autorisation ou de refus, prise par arrêté du préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris et du préfet des Hauts-de-Seine.

Des informations sur le présent projet peuvent être demandées au responsable du projet :

Monsieur Fabien Rambeaud
Directeur ingénieur
Dalkia
Tour Europe
33 place des Corolles - 92400 Courbevoie
01 71 09 77 94

EP 21-362 contact@publilegal.fr

à suivre

Alimentation animale : Carrefour démarre la vente de croquettes aux insectes

PET-FOOD Carrefour est la première enseigne de la distribution à référencer des croquettes pour chiens et chats à base d'insectes. La marque française Tomojo, créée en 2017, est disponible dans une soixantaine de magasins Carrefour Market d'Île-de-France. Le marché pour l'alimentation des animaux familiers génère en France un chiffre d'affaires de 2,8 milliards d'euros. Vendu en ligne et par les vétérinaires, Tomojo revendique un tiers de son activité à l'exportation. Beaucoup en Corée. Les insectes remplacent la viande dans les croquettes.

« Crise des puces » : Faurecia réduit ses objectifs financiers pour l'année en cours

AUTOMOBILE L'équipementier automobile Faurecia a revu nettement à la baisse ses objectifs financiers pour 2021. Le groupe avait confirmé en juillet dernier tabler pour 2021 sur 16,5 milliards d'euros de ventes et une marge opérationnelle d'environ 7 %, mais il vise désormais 15,5 milliards de chiffre d'affaires et une marge comprise entre 6 et 6,2 %. Cette révision fait suite à l'annonce, il y a une semaine, par le cabinet IHS Markit, d'une « révision majeure » de ses prévisions pour la production automobile mondiale au cours du second semestre 2021.

annonces judiciaires & légales

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité
Etablissement Public Territorial
PARIS TERRES D'ENVOI

Par arrêté n°2021/012 du 02 août 2021, le Président de l'Etablissement Public Territorial (EPT) Paris Terres d'Envoi a prescrit l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Drancy. La modification n°1 du PLU a pour objets :

- Réduire le périmètre de l'OAP du Baillet en lien avec le futur projet défini ;
- Supprimer le périmètre de gel de la zone UDI devenu caduc ;
- Permettre l'évolution de certains zonages notamment les zones adjacentes du secteur du Baillet pour rendre cohérent les droits à construire du secteur ;
- Modifier ou supprimer certains emplacements réservés ;
- Créer des emplacements réservés pour :
 - o la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation d'espace de stationnement en substitution de la suppression du stationnement longitudinal dans le cadre de la mise en place de la mobilité douce ;
 - o la réalisation d'aménagement d'espaces verts en vue de la réduction du phénomène d'îlots de chaleur.
- Procéder à des ajustements réglementaires.

L'arrêté n°2021/012 est porté à la connaissance du public pendant un mois au siège de l'EPT Paris Terres d'Envoi situé à l'Hôtel de Ville d'Aulnay-sous-Bois (Boulevard de l'Hôtel de ville, 93600) et à la Mairie de Drancy située Place de l'Hôtel de Ville, 93700.
EP 21-374 contact@publilegal.fr